



**AGRICULTURES  
& TERRITOIRES**  
CHAMBRE D'AGRICULTURE  
NORD-PAS DE CALAIS

SEE / reçu le

11 JAN. 2019

SPÉ

**DDTM DU NORD**

**62, Bld de Belfort**

**Service eau et environnement**

**CS 90007**

**59042 Lille cedex**

**Siège Social**

140 boulevard de la Liberté

CS 71177

59013 Lille cedex

Tél. : 03 21 60 57 57

Email : [ch.agri-region@agriculture-npdc.fr](mailto:ch.agri-region@agriculture-npdc.fr)

**Antenne Arras**

56 avenue Roger Salengro

BP 80039

62051 Saint Laurent Blangy cedex

**Antenne Lille**

140 boulevard de la Liberté

CS 71177

59013 Lille cedex

Saint Laurent Blangy, le 10 janvier 2019

Madame, Monsieur,

Veillez trouver ci-joint :

- Les compléments relatifs à la constitution du dossier de déclaration (rubrique 1.1.1.0) pour la réalisation et l'exploitation d'un forage pour M.Verrons Emmanuel résidant 3, rue Pierre Vaillant à Monchecourt 59234(en 3 exemplaires).

Par avance, je vous remercie de l'attention que vous voudrez bien accorder à cette demande et vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Jacques BLAREL

  
Unité PE / reçu le

11 JAN. 2019

N° 35

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
Etablissement public  
loi du 31/01/1924  
Siret 130 013 543 00017  
APE 9411Z

PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

n° 748/PE

Monsieur VERRONS Emmanuel  
3, rue Pierre Vaillant

59234 MONCHECOURT

**Recommandé avec avis de réception**

Lille, le **07 FEV. 2019**

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement enregistré sous le numéro 59-2019-00006 et concernant :

**« la création d'un forage d'essai sur la commune de MONCHECOURT »**

je vous prie de trouver ci-joint le récépissé de déclaration qui vous donne l'accord pour le démarrage des travaux.

Cet accord est basé sur le dossier reçu le 11 janvier 2019.

Vous trouverez également l'arrêté de prescriptions générales qu'il vous appartient de respecter compte tenu de la rubrique concernée par votre opération.

L'Unité police de l'eau devra être avertie **préalablement** de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages. Vous voudrez donc bien nous communiquer ces dates sur la base du modèle joint. Par ailleurs, conformément à l'article 10 de l'arrêté du 11 septembre 2003, vous transmettez au préfet, dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux, un rapport de fin des travaux en deux exemplaires.

**Le forage ne doit pas dépasser les 45 m déclarés, sinon il ne sera pas conforme au Code de l'Environnement au regard de l'évaluation environnementale.**

Je vous rappelle que seule la rubrique 1.1.1.0. est autorisée et que l'exploitation de ce forage, si la ressource souterraine le permet, devra faire l'objet d'un nouveau dépôt de dossier « loi sur l'eau » au titre de la rubrique 1.1.2.0. (en fonction du volume demandé).

**Le forage devra impérativement être rebouché, dans les conditions de l'arrêté du 11 septembre 2003, si aucun accord de notre part n'est délivré pour l'exploitation.**

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de MONCHECOURT pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins six mois.

.../...

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;  
2° Par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La présente décision ne vaut qu'au titre I du livre deuxième du code de l'environnement et ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations relatives aux autres réglementations (urbanisme, ...). Elle ne vous autorise pas non plus à intervenir sur le patrimoine des personnes publiques ou privées sans leur autorisation.

L'Unité Police de l'Eau, en charge de l'instruction de votre dossier, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél : 03 28 03 84 21).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de mes salutations distinguées.

L'Adjointe à la Responsable  
du Service Eau Environnement,



Lucie LAVOGIEZ

Copie à la Délégation territoriale du Douaisis-Cambrésis de la DDTM

**A ENVOYER IMPERATIVEMENT A L'UNITE POLICE DE L'EAU**

**Monsieur Emmanuel VERRONS**

**« création d'un forage d'essai sur la commune de MONCHECOURT »**

**Dossier 59-2019-00006**

Le pétitionnaire ci-dessus dénommé déclare :

- démarrer les travaux à la date du
- l'achèvement des ouvrages à la date du

**A retourner dûment complété à :**

↳ DDTM du Nord  
Service Eau Environnement – Unité Police de l'Eau  
62, boulevard de Belfort - CS 90007  
59042 LILLE cedex  
ddtm-see@nord.gouv.fr



PRÉFET DU NORD

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION  
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX  
CONCERNANT  
LA CREATION D'UN FORAGE D'ESSAI  
COMMUNE DE MONCHECOURT

DOSSIER N° 59-2019-00006  
LE PRÉFET DE RÉGION HAUTS-DE-FRANCE  
Le préfet du NORD  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'Ordre national du mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux Scarpe aval, approuvé le 12/03/2009 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 11 janvier 2019, présenté par MONSIEUR EMMANUEL VERRONS, enregistré sous le n° 59-2019-00006 et relatif à : LA CREATION D'UN FORAGE D'ESSAI SUR LA COMMUNE DE MONCHECOURT ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**MONSIEUR EMMANUEL VERRONS  
3 RUE PIERRE VAILLANT  
59234 MONCHECOURT**

concernant :

**LA CREATION D'UN FORAGE D'ESSAI**

dont la réalisation est prévue dans la commune de MONCHECOURT.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (D)	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

**Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé.** Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de MONCHECOURT où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Scarpe pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° Par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LILLE, le 07 FEV. 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
L'Adjointe à la Responsable du  
Service Eau Environnement,



Lucie LAVOGIEZ

**PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales**

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

n° 143/PE

Monsieur le Maire  
de la Commune de Monchecourt  
Rue Pierre Bochu

59234 MONCHECOURT

Lille, le

07 FEV. 2019

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé le 11 janvier 2019, par Monsieur Emmanuel VERRONS concernant l'opération suivante « **création d'un forage d'essai sur la commune de Monchecourt** ».

Vous trouverez également, pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum, copie de la décision de monsieur le Préfet concernant cette déclaration.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé (à l'adresse indiquée ci-dessous).

L'Unité Police de l'Eau, en charge de l'instruction de ce dossier, enregistré sous le n° 59-2019-00006, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (Tél. 03.28.04.84.21).

Je vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Adjointe à La Responsable du  
Service Eau Environnement,



LUCIE LAVOGIEZ

Copie à la Délégation Territoriale du Douaisis-Cambrésis de la DDTM



PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

*n° 150/PE*

Monsieur le Président  
de la Commission Locale de l'Eau  
du SAGE Scarpe Aval  
Parc Naturel Régional Scarpe Escaut  
Maison du Parc  
357, rue Notre Dame d'Amour

59230 SAINT-AMAND-LES-EAUX

Lille, le **07 FEV. 2019**

Monsieur le Président,

Je vous prie de trouver, sous ce pli, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par Monsieur Emmanuel VERRONS, en date du 11 janvier 2019 ainsi que copie de la décision de Monsieur le Préfet concernant l'opération suivante : « **création d'un forage d'essai sur la commune de Monchecourt** », conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement.

L'Unité Police de l'Eau, en charge de ce dossier enregistré sous le n° 59-2019-00006, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire ( tél. 03.28 03 84 21).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes salutations distinguées.

L'Adjointe à la Responsable  
du Service Eau Environnement,



LUCIE LAVOGIEZ